

Convention citoyenne pour le climat : l'énorme gâchis



Les conclusions et les propositions qui commencent à émerger des travaux de la Convention citoyenne pour le climat sont tellement marquées idéologiquement, tellement décroissantes et tellement absurdes dans un contexte international qu'il est difficile de croire qu'un panel d'experts diversifiés ait réellement été entendu par les citoyens rassemblés. Comment l'expliquer ?

Avec Philippe
Charlez

Atlantico.fr : Alors que certaines conclusions commencent à filtrer de la convention citoyenne sur le climat, de nombreux observateurs ont pu constater une certaine orientation idéologique des débats. Est-ce surprenant ? Comment l'expliquer ?

Philippe Charlez : La Convention Citoyenne sur le Climat est une initiative du grand débat né de [la crise des Gilets jaunes](#). *Expérience inédite de démocratie participative*, elle a réuni 150 citoyens ordinaires tirés au sort et censés représenter la France dans toutes sa diversité. Débutée en octobre 2019 elle a été mandatée pour formuler des propositions concrètes visant à réduire de 40% les émissions françaises de GES à l'horizon 2030 et ce dans un esprit de justice sociale. La convention a été scindée en 5 groupes thématiques touchant de près la vie quotidienne des français : "Se nourrir", "Produire-travailler", "Consommer", "Se loger", "Se déplacer". Après neuf mois, les 150 citoyens se sont réunis le vendredi 19 juin pour rendre leur copie finale.

Dans [un précédent article](#), nous avons émis quelques craintes quant au manque flagrant de diversité du [comité de gouvernance et de ses garants](#). Pratiquement pas de scientifiques, aucun industriel du public ou du privé, aucun experts en questions énergétiques. Ses membres sont majoritairement issus de la gauche de la gauche, tous très anti-libéraux avec un passé de syndicaliste ou de militant dans des organisations écologiques et altermondialistes. On trouvait même parmi les trois garants un [cinéaste](#) adoubé par [l'association extrémiste Extinction Rébellion](#) et [ayant participé à « l'affaire du siècle »](#). Au vu de cette composition, on pouvait craindre qu'un débat « *promis sans biais* » véhicule insidieusement et sans réelle discussion contradictoire une pensée unique écrite à l'avance, les « *pauvres citoyens* » servant de caution à une cause qui n'est pas la leur.

Bien que les propositions retenues ne seront publiées que dimanche soir, la matière brute [largement fuité dans la presse depuis quelques jours](#). On peut d'abord vigoureusement s'étonner que le volet énergétique qui est la base de la problématique climatique ait été totalement escamoté du débat. Sachant que l'électrification des transports, la production d'hydrogène vert ou l'introduction des pompes à chaleur dans l'habitat en remplacement des chaudières au fuel augmentera de façon significative la consommation d'électricité, on aurait pu attendre de la convention qu'elle fasse des propositions sur le futur du nucléaire en France. Jugé... « *trop clivant* », [le sujet n'a même pas été abordé](#). Le débat s'est donc concentré sur la façon dont les français pouvaient agir au quotidien pour améliorer leur efficacité énergétique et ce notamment en modifiant leurs comportements.

Sur le logement la convention ne fait qu'enfoncer des portes ouvertes en constatant que la rénovation des passoires énergétiques et le déplacement du fuel et du gaz vers l'électricité (pompes à chaleur) sont une priorité. Tous les scénarios de transition énergétique

considèrent depuis des années ce levier comme prioritaire sans pour autant que les gouvernements successifs aient déclenché un grand plan d'action. Mais, derrière les propositions générales se cachent de nombreuses mesures idéologiques et autoritaires : « **contraindre** propriétaires et bailleurs à rénover, **obliger** le changement des chaudières, **limiter** le recours au chauffage et à la climatisation, définir une enveloppe **restrictive** des terrains artificialisés, prendre des mesures **coercitives** pour stopper les aménagements de zones commerciales périurbaines ».

Tout en mentionnant qu'elle ne veut pas **dicter** aux citoyens ce qu'ils doivent consommer, la [convention veut renforcer la loi Egalim](#) qui **impose** déjà aujourd'hui des normes strictes à la restauration collective. Le but est notamment de réduire de 20% notre consommation de viande et de produits laitiers et d'augmenter la part des fruits et des légumes à l'horizon 2030. Bien que n'ayant aucun rapport direct avec la problématique climatique, on n'échappe pas aux requiem des pesticides et des OGMs, la convention considérant que « *si ces produits ne représentent qu'une très faible partie des émissions de gaz à effet de serre, la protection de la biodiversité est importante pour garder intacte la fonction des écosystèmes de stockage du carbone* ». On retrouve également dans les propositions, les jérémiades altermondialistes de la gauche écologiste comme par exemple la révision de l'accord CETA jugé incompatible avec les accords de Paris. Y est également reprise une collection de mesures **coercitives** comme l'affichage sur des produits jugés « *persona non grata* » de messages incisifs et percutants à la manière du « *Fumer tue* » des paquets de cigarettes : « *l'huile de palme contribue à la déforestation* ». Enfin cerise sur le gâteau, la convention invente le « *crime d'écocide* » relatif « *au dépassement manifeste des limites planétaires* ».

De l'alimentation à la consommation il n'y a qu'un pas. Pour ne pas inciter à la surconsommation, la convention citoyenne propose une sorte de loi Evin (elle était destinée à réduire voire supprimer la publicité sur le tabac et l'alcool) sur le climat **interdisant** la publicité sur les produits les plus émetteurs de GES ou **rendant obligatoire** une mention négative. Elle souhaite aussi limiter l'utilisation du plastique à usage unique.

Dans les transports la plupart des propositions sont connues depuis des lustres. La suppression des lignes aériennes intérieures quand d'autres modes de transport sont disponibles ou la réduction de la vitesse sur autoroute des 130 km/h à 110 km/h ont du sens, la consommation des voitures variant avec le carré de la vitesse. Mais, quand on se rappelle la levée de bouclier faisant suite au passage à 80 km/h, on imagine le non massif si le gouvernement tentait de faire passer cette mesure par référendum. Cela aurait au moins le mérite de mettre en lumière notre schizophrénie partagée entre un hémisphère droit écolo et un hémisphère gauche de confort.

Interdire les véhicules neufs les plus polluants comme les SUV permettant de véhiculer sa petite famille sur les belles routes de France en juillet/août ou diminuer l'utilisation solitaire de la voiture relèvent aussi de vœux pieux si l'on ne met pas sur la table les méthodes de substitution. Quant aux « **obligations réglementaires et fiscales pour reporter les transports routiers vers d'autres moyens moins émetteurs** » ils nous augurent des périodes de blocage dont la France a le secret.

De la dernière thématique consacrée à la production et au travail émerge le marxisme latent du comité de gouvernance. Dans un parfait discours de lutte des classes que ne renierait pas M^r Martinez, la convention citoyenne sort complètement de son scope en proposant d'une part **d'obliger** « *les entreprises qui distribuent plus de 10 millions d'euros de dividendes annuels de participer à l'effort de financement collectif de la transition écologique, à hauteur de 4% du montant des dividendes distribués* » et surtout, cerise sur le gâteau, de « *passer de 35 heures à 28 heures avec un taux horaire du Smic horaire augmenté de 20% pour maintenir un salaire équivalent, c'est-à-dire pour les travailleurs payés au Smic* ».

Peut-on y voir un manque de rigueur ou d'honnêteté intellectuelle de la part du gouvernement ? Cela décrédibilise-t-il de fait le principe même d'une convention citoyenne ? Quel impact cela peut-il avoir sur le référendum à venir ?

Ces conclusions confirment d'une part nos craintes initiales. Le comité de gouvernance composé pour l'essentiel d'écologistes marxistes décroissantistes est arrivé sans difficulté à éluder tous les problèmes importants. Il n'en ressort aucune stratégie énergétique, la plupart des actions proposées sont coercitives et nombre d'entre-elles n'ont rien à voir avec la problématique climatique. Appliquées, elles accéléreraient encore un peu plus la récession économique provoquée par la pandémie du COVID 19. Si elle veut se redresser tout en réduisant ses émissions, la France a aujourd'hui besoin de pragmatisme et non d'idéologie

Cette convention fera de nombreuses victimes. D'une part les citoyens qui ont, été dupés par un débat qui les dépassait. D'autre part les français qui subiront dans les années à venir quelques-unes des actions coercitives proposées sans pour autant voir les émissions se réduire.

Mais la principale victime sera le président. En dépit des nombreux événements passés ou récents qui ont terni son mandat, il est plus que décevant de voir Emmanuel Macron, qui avait fait de la croissance économique la pierre angulaire de son mandat, s'engager sur une voie politique aussi périlleuse. Son calcul électoral est suicidaire. Ses positions n'attireront pas le « *jeunisme vert* » convaincu qu'il est un mondialiste pervers par la société de croissance. Par contre il est en train de se déconnecter de son électorat de centre droit acquis à son positionnement économique. A la droite républicaine d'en récolter les fruits. Un boulevard est en train de s'ouvrir pour elle.